



## Les Assises euro-alpines du Pastoralisme

à l'occasion du Festival du Film Pastoralismes et Grands Espaces  
Quelle stratégie pastorale pour la région alpine ?  
Le 8 octobre 2020 - ALPEXPO GRENOBLE



## Sommaire

<b><u>Ateliers sur les problématiques pastorales alpines</u></b> .....	<b>3</b>
<u>Atelier 1 - Souveraineté alimentaire, nouvel enjeu pour la valorisation des produits pastoraux (Modérateur : Lilian VARGAS)</u> .....	3
<u>Atelier 2 – Le pastoralisme, une palette de solutions pour s’adapter au changement climatique (Modérateur : Laurent GARDE)</u> .....	4
<u>Atelier 3 – Métropoles et espaces pastoraux, confrontation et complémentarité (Modérateur Carine PACHOUD)</u> .....	4
<b><u>Restitutions et compléments partagés</u></b> .....	<b>5</b>
<b><u>Echanges avec les élus en table ronde</u></b> .....	<b>6</b>
<b><u>En conclusion de la journée</u></b> .....	<b>8</b>

**D**ans le cadre du Festival international du film “Pastoralismes et Grands Espaces”, la présidence française de la Stratégie de l’Union européenne pour la Région Alpine, a organisé les Assises euro-alpines du pastoralisme.



L'objectif était de partager des expériences de politiques publiques, échanger sur les projets au croisement entre monde académique et praticiens, repérer des perspectives de projets pour la prochaine programmation des fonds européens et construire une communauté stratégique du pastoralisme à l'échelle euro-alpine. Cette journée a été consacrée aux transitions de l'élevage pastoral face aux mutations en cours et à venir dans la région alpine pour mieux répondre aux attentes de la société vis à vis du pastoralisme.

Des échanges sur les initiatives des différents territoires de la région alpine :

- 3 ateliers pour échanger sur les projets de la région alpine
- 1 table ronde avec les décideurs, financeurs, pour envisager la prochaine programmation

## **ATELIERS SUR LES PROBLEMATIQUES PASTORALES ALPINES**

### **Atelier 1 - Souveraineté alimentaire, nouvel enjeu pour la valorisation des produits pastoraux**

La crise Covid de 2020 a mis en exergue les atouts des productions locales, base de la souveraineté alimentaire des habitants des collectivités territoriales. Ces dernières confirment à ce propos des actions de fond, agissant en réseaux. Des systèmes de gouvernances territoriales (au travers des Plans Alimentaires Territoriaux ou Interterritoriaux) se mettent en place, s'inscrivant comme complémentaires des savoir-faire et infrastructures déjà établies par les filières. De leur côté, les activités pastorales présentent des capacités de contribution fortes, au fort capital sympathie, enrichissant un ensemble de productions territorialisées, pour certaines labellisées.

Des ambitions politiques structurantes sont attendues, permettant d'accompagner aussi des petits projets visant à labeliser et relocaliser des productions, que ce soit en crédits d'investissements aux effets levier à long terme ou en crédits d'animation pour mieux structurer ces offres et leur accessibilité.

*Démarches présentées en atelier :*

- des démarches locales comme l'agneau d'alpage présenté par la Fédération des Alpagnes de l'Isère ou le tardon présenté par la Maison Régionale de l'Élevage en PACA.
- le Plan alimentaire inter-territorial présenté par Grenoble Alpes Métropole,
- le patrimoine alimentaire alpin en recherche de reconnaissance Unesco via le projet Espace Alpin AlpFoodWay
- la mise en réseau de ces initiatives à l'échelle de la région alpine via le projet ARPAF 100% local

## **Atelier 2 – Le pastoralisme, une palette de solutions pour s'adapter au changement climatique**

La capacité des systèmes pastoraux à éviter l'émission de carbone fossile et à stocker du carbone contribue à l'atténuation du changement climatique, plus intense dans les Alpes. Il a été souligné les opportunités pour les éleveurs pastoraux de pouvoir mobiliser des surfaces dites « tampon » et des ressources dites « grossières » et ligneuses, à reconnaître à la PAC, de maintenir et développer les compétences des animaux pastoraux à valoriser ces ressources. Les capacités d'abreuvement deviennent aussi stratégiques à double titre, par la raréfaction de la ressource eau et par le besoin accru d'eau pour ingérer ces ressources « solutions » au pâturage. L'articulation recherche-développement mobilisant les acteurs de terrain a montré ses fruits en permettant, à partir des capacités d'adaptation repérées, de développer des observatoires et des référentiels pour l'action. Au-delà des investissements en équipements structurants pour l'adaptation climatique des systèmes pastoraux, de l'appui aux structures collectives, les interventions publiques sont nécessaires pour les programmes d'acquisition de données, d'établissement d'outils de conseil technique et d'accompagnement des éleveurs.

*Démarches présentées en atelier :*

- des outils pastoraux développés dans les Alpes françaises (Alpagnes sentinelles, Pastothèque, Stratpasto), par le réseau pastoral alpin
- le projet Life Pastoralp conduit avec le Parc national des écrins et le Parc national du Grand Paradis en Italie
- des outils sur les systèmes prairiaux développés par l'IDELE (CAP2ER), rami fourrager, rami pastoral,
- le Rami Fourrager / pastoral adapté aux espaces Suisse par Agridea

## **Atelier 3 – Métropoles et espaces pastoraux, confrontation et complémentarité**

L'augmentation du nombre d'usagers, particulièrement significative cette année 2020, avec les risques et les conflits associés au contact des activités de pleine nature avec les usages pastoraux, montre que la médiation ne suffira plus. Il est convenu que l'on ne peut charger davantage de ces tâches ni les éleveurs, ni les bergers, ni les élus locaux, même si ces derniers restent au coeur des dispositifs à mettre en place.

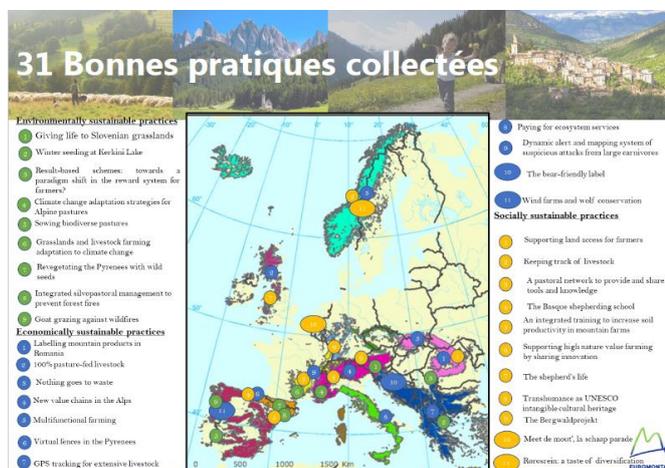
Il apparaît alors nécessaire d'engager des échanges de points de vue, de rendre plus lisibles les activités pastorales, leurs besoins et leurs finalités. Sur le point le plus critique de la présence des chiens de protection, l'expérience suisse en matière de contrôle et d'intégration des chiens de protection, parfois avec la régulation des sentiers de randonnée, l'édition de guides de bonnes pratiques à l'attention des usagers de loisir, des évaluations comportementales des chiens s'avèrent à étudier. Des stratégies partagées avec les villes sont à rechercher, impliquant aussi leurs capacités à être consommateurs de produits agropastoraux. De la signalétique harmonisée, de la communication sur les espaces et métiers pastoraux pourraient renforcer ces ensembles.

*Démarches présentées en atelier :*

- La Roule sur la valorisation des liens plaine /montagne présentée par la Maison de la transhumance,
- Ce à quoi nous tenons, en particulier dans les territoires prédatés, présenté par l'IUGA - PACTE
- Les démarches de gestion du multiusage dans les Alpes françaises présentée par le réseau pastoral alpin et en Suisse présenté par Agridea
- Le déploiement des Festivals sur les Films pastoraux pour échanger avec le public dans l'arc alpin présenté par la Cipra

## RESTITUTIONS ET COMPLEMENTS PARTAGES

Les initiatives présentées ont été complétées par un tour d'horizon présenté par Euromontana sur des initiatives pastorales à travers la région alpine et ailleurs, pour contribuer à la gestion durable environnementale, économique et sociale des pâturages : exemple de la politique pastorale suisse engagée vers la multifonctionnalité, le développement territorial soutenu dans une approche multi-fonds en Italie (exemple d'une école pastorale itinérante), utilisation



de la Mention Montagne pour différencier les produits, reconquête pastorale par des chantiers participatifs associant les propriétaires en Slovénie (Life to Grassland), prévention des incendies par brûlage dirigé et défrichage mécanique au Portugal, utilisation de colliers GPS en Grèce visant à certifier la durabilité des pratiques pastorales mais aussi la traçabilité des produits pour les consommateurs, reconnaissance de la transhumance à l'Unesco...

## ECHANGES AVEC LES ELUS EN TABLE RONDE



Les thématiques développées en ateliers ont donné lieu à des restitutions en plénière, qui ont alimenté les questionnements pour la table ronde de l'après-midi, visant à mieux ancrer le pastoralisme face aux mutations des territoires et aux attentes des publics alpins, en lien avec les élus et à aborder les préconisations pour les décennies à venir.

Animée par l'éleveur pyrénéen Philippe Lacube, président de la chambre d'Agriculture de l'Ariège, la table ronde de l'après-midi réunissait :

- la députée iséroise Élodie Jacquier-Laforge, vice-présidente du groupe Élevage et Pastoralisme à l'Assemblée nationale ;
- le conseiller régional Didier-Claude Blanc, en charge des organismes de formation, vice-président du PNR du Vercors, élu du PNR des Baronnies provençales et représentant ici le vice-président en charge de l'agriculture pour la région Aura ;
- la vice-présidente de la région Sud-Paca Éliane Bareille, en charge de la ruralité et du pastoralisme ;
- le conseiller juridique du secrétariat permanent de la Convention alpine en faveur du pastoralisme Wolfger Mayrhofer, co-pilote du groupe d'action Agriculture de la Suera ;
- le directeur régional adjoint Aura de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt Guillaume Rousset.

Le premier tour de table était consacré aux commentaires sur les trois problématiques abordées en ateliers choisis, le second tour de table identifiait les actions répondant à ces enjeux et à d'autres sujets non traités par ces assises.

Si le sujet de la prédation, en particulier lupine, a été pointé par trois intervenants de la table ronde comme mis en retrait par rapport aux trois enjeux choisis, c'est que ce sujet brûlant risquait par sa transversalité d'entraver et d'étouffer les échanges sur les trois enjeux et de polariser les interventions et les débats. La prédation est en effet un problème universel, affectant pareillement le produit, la capacité d'adaptation au changement climatique et le tourisme, et présent à tous les niveaux, depuis le terrain où il agit jusqu'à l'Europe où se fixent ses points de blocage (convention de Berne, directive Habitat) en passant par le niveau national (Plan loup).

En région Sud-Paca, ce sujet de la prédation est fortement lié au sujet du tourisme et des loisirs (par le problème de la présence des patous sur un espace partagé), un troisième enjeu important étant la reconnaissance des surfaces pastorales et des spécificités pastorales des espaces boisés méditerranéens.

Pour le représentant de la Suera, le maintien de l'exploitation dans les zones de montagne constitue un enjeu social capital, non seulement pour la population qui y vit, mais aussi pour celle dont dépend la qualité de vie.

Le renouvellement des populations est une première préoccupation forte du représentant du gouvernement, nécessitant un important travail sur le dynamisme économique (promotion et structuration collective des métiers, conditions de travail...). Tout ce qui a trait aux risques sanitaires et à leur maîtrise est un gage de bonne santé économique sous-tendue par l'irréprochabilité des productions agricoles : bien-être animal, qualité de la transformation, compétences des bergers et des éleveurs, qualité des services (vétérinaires...) et des infrastructures (abattoirs...).

Introduisant le second tour de table sur les actions et leur mise en place, Élodie Jacquier-Laforge expose l'exemple de la mise en place et du développement d'une AOP, la noix de Grenoble, puis de son regroupement avec le Saint-Marcellin et le Bleu de Sassenage (« le blond, le blanc, le bleu »). Un exemple de réussite qui illustre la nécessité que les éleveurs se regroupent et s'associent avec les élus locaux, nationaux et européens dans une dynamique gagnante. L'émulation créée par ce « millefeuille » dépend alors d'une structuration de la filière en interne, d'une volonté de communication vers le public et d'une progression par étapes, partant du local vers les niveaux d'échelle plus éloignés.

Didier-Claude Blanc précise les actions mises en place dans le cadre du Plan de préservation du pastoralisme face à la prédation : développement de l'outil MapLoup (applis mobiles), programme de sélection des chiens, déploiement d'un système de drones (surveillance et effarouchement), renforcement de la surveillance des troupeaux. Il présente la création de l'abattoir local de Saint-Auban-sur-Ouvèze afin d'illustrer la pugnacité nécessaire pour imposer politiquement et économiquement un projet qui se heurte à des lourdeurs locales ou régionales, alors qu'il porte en lui d'importantes vertus : sécurité alimentaire, circuits courts, bien-être animal, réduction de la pollution, économie d'énergie...

La mise en place d'organisation de producteurs, conjuguée avec une animation liant les niveaux local et régional, constitue une base solide, selon Éliane Bareille, pour un développement rapide de la commercialisation de produits de qualité à l'échelle régionale et au-delà. Dans l'exemple qu'elle cite, un collectif d'éleveurs bovins est adjudicataire pour la viande et les produits laitiers dans un réseau alimentaire régional, celui des lycées. Une structuration au niveau régional qui n'empêche pas, loin de là, un développement à l'échelle locale (objectif 50% de circuits courts atteint).

Plus éloigné du terrain, M. Mayrhofer porte un regard plus « macro » en considérant l'agriculture de montagne non pas de manière isolée, mais en relation collaborative avec d'autres domaines (nature, tourisme, artisanat, sylviculture, énergie). Les innovations techniques et autres doivent alors s'orienter vers des choix adéquats de formes d'organisation, de commercialisation, de communication. Tout en mettant en œuvre un effort constant afin d'équilibrer les différents intérêts. Il informe par ailleurs que les chefs de gouvernement de la région alpine (10 régions d'Autriche, d'Allemagne, d'Italie et de Suisse) viennent de demander à la Commission européenne la réouverture de la directive Habitat afin de diminuer le niveau de protection du loup.

Pour Guillaume Rousset, le processus de promotion des produits dont nous sommes tous convaincus de la qualité, de la valeur identitaire, des aménités qu'ils entraînent (diminution des risques, tourisme, coexistence...) doit générer la pleine expression des initiatives des territoires qui les portent. Le travail s'opère au niveau mondial (patrimoine immatériel du pastoralisme et de la transhumance, reconnaissance des AOP et AOC...), européen (PAC, reconnaissance des surfaces pastorales, compensation des handicaps naturels...), français (loi Egalim, ouverture de la restauration collective...), territorial (PAT, promotion des circuits courts, organisation de producteurs, accompagnement des filières, promotion des métiers...). Les dispositifs financiers existent et les opportunités doivent être saisies, aux mêmes niveaux d'échelle ; par exemple, le Plan de relance dote la promotion des métiers de 10 millions d'euros, les plans d'actions territoriaux de 80 millions d'euros, et les abattoirs de 100 millions d'euros.

## EN CONCLUSION DE LA JOURNEE

Christiane Barret, déléguée générale pour la Présidence française de la SUERA, a annoncé qu'un entretien en visioconférence avec le Commissaire européen à l'agriculture serait organisé pour faire suite à ces assises sur le sujet du pastoralisme.

Enfin, les organisateurs François Thabuis, élu du Suaci Montagn'Alpes et Président du groupe de travail Agriculture du Massif des Alpes et Denis Rebreyend Président de la Fédération des Alpages de l'Isère, organisateur du Festival du Film Pastoralismes et Grands Espaces, et Membres du réseau pastoral Auvergne-Rhône-Alpes, ont remercié les participants. François Thabuis a conclu sur la nécessité d'accompagner le pastoralisme alpin à la hauteur des enjeux soulevés, qu'il s'agisse des changements climatiques, de la souveraineté alimentaire, ou du multiusage des espaces, enjeux partagés à l'échelle de la Région alpine. Denis Rebreyend a remercié le Massif des Alpes pour l'initiative de cette journée organisée dans le cadre de la présidence française de la Stratégie de l'Ue pour la région alpine, permettant de donner une dimension international au Festival du Film, puis il a invité les participants à poursuivre ces débats lors des séances des films proposées dans la soirée.

